



Photo Mickaël Franci

# APROFEM ACCOMPAGNE LES FEMMES MALIENNES POUR PROMOUVOIR LA PAIX ET LA COHÉSION SOCIALE

## RECOMMANDATIONS DES FEMMES DU MALI DANS LE DIALOGUE INTER-MALIEN

Le Mali est depuis longtemps marqué par une riche mosaïque culturelle et des traditions communautaires durables. Cependant, son tissu social a été fragilisé par des cycles de conflit, de corruption et de marginalisation de groupes clés, en particulier les femmes et les jeunes. Pourtant, au milieu de cette crise et de cette incertitude, une opportunité s'est présentée. Lancé par le gouvernement de transition en mai de cette année, le Dialogue inter-malien visait à favoriser la réconciliation et à s'attaquer aux causes profondes du conflit dans le pays. APROFEM, l'Association pour la promotion de la femme et de l'enfant au Mali, a reconnu qu'il s'agissait d'un moment crucial, une chance pour les femmes de s'exprimer et d'être entendues. Avec le soutien du Fenêtre de Réponse Rapide (RRW) du Fonds des Nations Unies pour la Paix et l'Action Humanitaire et de Cordaid, APROFEM a réuni les voix de 50 femmes leaders locales pour participer à ce processus. Contrairement à de nombreuses initiatives axées uniquement sur des interventions au niveau national, APROFEM a donné la priorité aux consultations municipales, en travaillant directement au niveau communautaire. Ces efforts ont été concentrés dans dix communes des régions de Mopti et de San : San, Diéli, Karaba, Diéguena, Dah (dans la région de San) et Konna, Ouro Modi, Koubaye, Sokoura et Sio (dans la région de Mopti). En ancrant ses efforts dans ces communautés, APROFEM a veillé à ce que les points de vue des femmes issues de contextes locaux divers façonnent les discussions sur l'avenir du Mali.

Ce document rassemble les principales conclusions et recommandations formulées par les femmes maliennes lors du dialogue intermalien. Les défis identifiés ici donnent un aperçu clair des obstacles à une paix durable, tandis que les recommandations reflètent les voix des femmes maliennes qui insistent sur le fait que « Pas de paix sans les femmes » doit être plus qu'un slogan. Leurs voix soulignent le rôle vital que jouent les femmes dans l'élaboration des politiques, la défense des garanties juridiques, l'amélioration des infrastructures socio-économiques et l'intégration des méthodes traditionnelles de réconciliation dans les processus de paix modernes.

Vous trouverez ci-dessous les recommandations formulées par ces femmes pour aider le Mali à aller de l'avant.

# 1. PRINCIPAUX DÉFIS À LA PAIX



## Fragilité du tissu social

- Érosion des valeurs traditionnelles (responsabilité collective, tolérance)
- Tensions intercommunautaires
- Désengagement des parents et affaiblissement de l'autorité des enseignants

## Déficits de gouvernance

- Corruption, népotisme, impunité et faible autorité des institutions
- Application limitée des cadres juridiques garantissant la participation des femmes (par exemple, le quota de participation prévu par la loi 052, adoptée en 2015, qui exige une représentation d'au moins 30 % de chaque sexe dans toutes les nominations officielles et postes électifs)
- Non-application des conventions et traités pertinents

## Inégalités économiques et sociales

- Des taux de pauvreté et de chômage élevés, en particulier chez les jeunes et les femmes
- Accès inégal des femmes à la terre, aux ressources naturelles et aux opportunités commerciales
- Infrastructures et services sociaux médiocres dans les zones exposées aux conflits (écoles, centres de santé)

## Conflits et insécurité récurrents

- Terrorisme, rébellions et extrémisme violent alimentés par les frustrations et la méfiance
- Prolifération des armes légères, trafic de drogue et traite des êtres humains
- Ingérence extérieure et concurrence pour les ressources naturelles

## Marginalisation de la voix des femmes

- La contribution des femmes à la paix et à la réconciliation est souvent ignorée
- Sous-représentation des femmes dans les sphères politiques et décisionnelles
- Les normes culturelles qui limitent les rôles de leadership des femmes

## Déplacements et populations vulnérables

- Les conflits en cours forcent les gens à fuir (personnes déplacées et réfugiés).
- Services sociaux limités ou non fonctionnels pour les rapatriés, les personnes handicapées et les autres groupes vulnérables
- L'insuffisance de l'aide à la réintégration nuit à la cohésion sociale

## 2. RECOMMANDATIONS POUR FAVORISER UNE PAIX DURABLE

### A. Renforcer la réconciliation nationale et la cohésion sociale

#### TIRER PARTI DES MÉCANISMES TRADITIONNELS

- Encourager la participation active des anciens, des femmes et des jeunes en tant que médiateurs
- Renforcer les pratiques traditionnelles de résolution des conflits (« Cousinage à plaisanterie » et « Palaver ») pour compléter les procédures judiciaires formelles.

#### INSTITUTIONNALISER UNE CULTURE DE LA PAIX

- Intégrer des modules d'éducation à la paix et d'engagement civique dans les programmes scolaires (du primaire à l'université)
- Promouvoir une "Journée de la paix" ou une "Journée de l'harmonie" au niveau national pour renforcer l'unité et le patriotisme
- Créer ou renforcer un organisme gouvernemental (ou des centres) dédié à la consolidation de la paix, au patriotisme et aux valeurs sociétales.

#### AUTONOMISER LES FEMMES ET LES JEUNES

- Appliquer les lois sur l'égalité des sexes pour garantir la représentation des femmes dans les organes de décision, comme le prévoit la loi 2015-052 sur le quota de participation des femmes
- Fournir des ressources ciblées (financement, formation) aux femmes entrepreneurs et aux initiatives menées par des jeunes dans les régions sujettes aux conflits
- Impliquer les femmes dans les dialogues sur la sécurité et les comités de paix (locaux, régionaux, nationaux).

#### RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE À LA BASE

- Promouvoir la tolérance, le respect mutuel et l'éducation collective (parents, écoles, société civile)
- Développer des projets et des événements intercommunautaires qui rassemblent différents groupes
- Fournir un soutien psychosocial et des programmes de guérison des traumatismes aux communautés touchées par le conflit.

## B. Améliorer la gouvernance et la justice

### COMBATTRE LA CORRUPTION ET L'IMPUNITÉ

- Renforcer les organismes de lutte contre la corruption et publier régulièrement les résultats des audits
- Appliquer des sanctions contre les fonctionnaires reconnus coupables de mauvaise gestion ou de favoritisme
- Encourager la dénonciation : offrir une protection et des canaux clairs aux citoyens pour signaler la corruption.

### DES CADRES JURIDIQUES JUSTES ET INCLUSIFS

- Appliquer les lois, conventions et traités existants qui protègent les droits des femmes et promeuvent l'inclusion
- Intégrer le règlement traditionnel des litiges à la justice formelle pour accélérer la résolution des conflits et réduire la surpopulation carcérale
- Décentraliser les centres de détention pour femmes et enfants afin de rapprocher les familles et de mieux soutenir la réinsertion.



### MAINTENIR L'ORDRE CONSTITUTIONNEL

- Condamner et interdire légalement les coups d'État
- Organiser des élections transparentes et crédibles à tous les niveaux (municipal, législatif, présidentiel).
- Encourager un large engagement des citoyens et le respect des urnes pour prévenir les crises post-électorales

## C. Soutenir les populations déplacées et les groupes vulnérables

### RETOURS ET RÉINTÉGRATION SÉCURISÉS

- Garantir des conditions de sécurité dans les zones de retour (infrastructures réhabilitées, présence de services publics)
- Fournir un soutien holistique - aide aux moyens de subsistance, MHPSS (santé mentale et soutien psychosocial) - aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux réfugiés et aux personnes handicapées
- Mettre en œuvre les recommandations de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) pour instaurer la confiance.

### PROMOUVOIR L'INCLUSION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

- Attribuer des quotas spécifiques aux coopératives de femmes et aux groupes vulnérables dans les politiques agricoles et foncières.

- Donner la priorité à l'entrepreneuriat féminin et à la formation dans les industries locales (transformation des aliments, artisanat, gestion des ressources naturelles).
- Faciliter l'accès des femmes au financement et aux marchés, en particulier dans les communautés rurales

### PROTÉGER LES PERSONNES VULNÉRABLES

- Développer les services spécialisés d'éducation, de santé et d'aide sociale pour les enfants, les orphelins et les personnes handicapées.
- Sensibiliser à l'esclavage en ligne, en veillant à l'application stricte des lois anti-esclavagistes.
- Adapter les programmes de prévention, de réponse et de reconstruction aux besoins spécifiques des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés.



## D. Limiter les conflits et le terrorisme

### SÉCURITÉ ET DIALOGUE LOCALISÉS

- Renforcer la police de proximité et les efforts visant à instaurer la confiance entre les forces de sécurité (FDS) et les populations locales
- Accroître le rôle des femmes et des jeunes dans les comités de surveillance des communautés, en veillant à ce qu'ils contribuent à identifier les signes précoces de radicalisation ou de conflit.
- Ouvrir des voies permanentes de dialogue de paix entre des communautés en conflit ou historiquement adversaires.

### PRÉVENIR LE RECRUTEMENT D'ARMES ET DE TERRORISTES

- Lutter contre le trafic d'armes et limiter la circulation des armes légères
- Fournir des emplois viables et une formation professionnelle pour décourager les jeunes de rejoindre les groupes armés.

- Favoriser la coopération avec les pays voisins pour réduire les mouvements terroristes transfrontaliers

### GÉRER LES RESSOURCES NATURELLES DE MANIÈRE ÉQUITABLE

- Prévenir les conflits liés à la terre, aux minéraux et à l'eau en créant des cadres transparents et équitables pour l'extraction des ressources et le partage des bénéfices.
- Résoudre les conflits locaux concernant la propriété des ressources par la médiation et les conseils locaux, en impliquant les femmes parties prenantes.
- Donner la priorité à la protection de l'environnement pour maintenir les moyens de subsistance (sylviculture, agriculture, pastoralisme) qui réduisent les tensions communautaires.



## « Pas de paix sans les femmes »

Ces défis et recommandations soulignent le rôle central des femmes dans la reconstruction du tissu social malien. Des dialogues au niveau communautaire aux réformes politiques nationales, le leadership des femmes et leur inclusion dans la gouvernance, l'entrepreneuriat et les processus de paix sont indispensables à l'établissement d'une paix durable et équitable. "Pas de paix sans les femmes" reste la conviction directrice : en donnant aux femmes les moyens d'agir, en défendant la bonne gouvernance et en s'attaquant aux déséquilibres socio-économiques, le Mali peut ouvrir la voie à une paix durable et à la réconciliation nationale.

### 3. VOIX DU TERRAIN : TÉMOIGNAGES DU DIALOGUE INTER-MALIEN

Les témoignages des femmes et d'autres acteurs à l'issue de l'accompagnement des communes dans le dialogue communal illustrent le niveau d'engagement et de satisfaction suscité par le projet. Voici quelques voix marquantes recueillies sur le terrain.

Awa – Femme leader, Commune de Karaba:

*« Je remercie APROFEM pour cette initiative dans la commune de Karaba. Cinquante personnes ont participé à ces concertations, dont 17 femmes. Nous avons été réparties en groupes de travail et nos propositions ont été prises en compte. Tout cela, c'est grâce à APROFEM et son partenaire qui nous ont formées. Je crois que les maires ont entendu notre message. Il y a aussi eu une formation récente sur le changement climatique, à laquelle nous avons été nombreuses à participer. J'aimerais en dire plus, mais je n'ai plus de voix à cause de ma forte mobilisation lors du dialogue. Je vous remercie sincèrement. »*

Femme leader – Commune de Kona

*« Être une femme n'a jamais été facile, surtout dans une commune sous tension. La formation d'APROFEM m'a énormément apporté : elle a renforcé mon leadership et mes compétences en plaidoyer. Aujourd'hui, je fais entendre ma voix dans toutes les décisions et j'encourage les femmes de ma commune à participer activement au développement local. Grâce à cette initiative, j'ai pu formuler des recommandations concrètes pendant le dialogue. Merci à APROFEM. »*

Agent de développement social – Membre du comité de pilotage

*« À l'issue de cette mission de suivi, je tiens à féliciter et remercier toute l'équipe pour la qualité du travail réalisé. Grâce à votre engagement, vous avez accompagné les participants comme de véritables soldats du terrain, jusqu'à l'élaboration d'un document qui reflète les aspirations des communautés. Votre contribution est précieuse pour la paix, la cohésion sociale et le développement durable au Mali. »*